

# **L'eau est un bien commun de l'humanité. L'accès à l'eau de qualité est un droit de toutes et tous**

mardi 13 mars 2012, par [MMF](#) (Date de rédaction antérieure : 12 mars 2012).

**Entre le 14 et le 17 Mars 2012, le Forum Alternatif Mondial de l'Eau sera organisé à Marseille, France. Le Secrétariat International de la MMF a élaboré ce texte avec la collaboration des activistes du Collectif 13 Droits des Femmes de Marseille et de la MMF France pour situer la problématique de la privatisation et de l'accaparement de l'eau. Nous invitons toutes le Coordinations Nationales et les groupes participants de la MMF a en discuter et à envoyer commentaires, réactions, ajouts à l'adresse email : [info marchemondiale.org](mailto:info.marchemondiale.org) pour avancer dans notre analyse et notre construction de propositions.**

---

L'eau est une ressource essentielle à la vie et à diverses productions ; ressource renouvelable mais dont la disponibilité est limitée et irrégulière. Aujourd'hui, plus de 900 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable (dont 322 millions en Afrique et 234 millions en Asie du Sud) [1] et près de 4 milliards ne peuvent pas bénéficier de l'assainissement. Sur la planète, seulement 3 % de l'eau est douce, dont uniquement 1 % est utilisable (99 % se trouve dans les glaciers ou dans des couches souterraines inaccessibles). Par ailleurs, cette eau se trouve inégalement répartie sur le globe. Un américain consomme en moyenne 600 litres d'eau par jour, un parisien 240 litres par jour et un africain, environ 50 litres par jour. Contrôle de l'eau rime aussi avec contrôle des populations. En Cisjordanie, un colon israélien dans les territoires occupés palestiniens consomme 6 fois plus d'eau qu'un Palestinien. Ceux nécessitant plus d'eau doivent s'en procurer auprès de l'entreprise israélienne (Mekorot) qui exploite le Jourdain, un fleuve situé sur le territoire palestinien.

L'eau est également utilisée de façon inégale ; selon la FAO [2], 70 % des prélèvements d'eau sont consacrés à l'agriculture, suivi de 19 % à l'industrie et à la production d'énergie et 11 % aux usages municipaux (ménages et services publics).

Dès les années 1990, les règles de l'OMC et la politique néolibérale véhiculée à travers le FMI, la Banque Mondiale et les accords de libre-échange continuent à considérer l'eau comme une marchandise quelconque. Cela signifie que l'eau, surtout dans les pays du sud, peut être considérée comme la propriété d'une entreprise ou d'un individu qui peut la vendre à son gré. Dans le processus d'allègement de la dette des « pays pauvres fortement endettés », la Banque Mondiale pose comme condition la privatisation de la distribution de l'eau dans les villes [3]. Dans une telle situation d'essor néolibéral, ces institutions, tout comme l'Union européenne, se vantent que la participation des entreprises privées est la condition garantissant un accès à l'eau potable. En réalité, l'entrée des entreprises privées dans les services de distribution de l'eau a engendré une

augmentation abusive des prix et la privatisation de l'accès à l'eau, par exemple, par le biais de l'installation de compteurs prépayés et de coupure d'eau immédiate pour les familles qui n'étaient pas en mesure de payer.

Les « principes de Dublin » établis lors de la Conférence Internationale sur l'eau et l'environnement, organisée à Dublin en 1992, représentent un nouveau consensus pour la gestion de l'eau au niveau mondial, tant pour les gouvernements que pour les organisations internationales et les ONG, puisqu'en apparence, neutres politiquement et sans controverses. Pourtant, l'application de ces principes mène à diverses conséquences. Le principe 3 traite du rôle des femmes : « *Les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau* ». Les femmes sont présentées comme une catégorie sociale unitaire, comme si elles formaient un groupe politiquement, économiquement et socialement homogène. De plus, la reconnaissance du « *rôle centrale* » des femmes dans ce cadre a ouvert la voie à leur instrumentalisation [4].

Les journées de Cochabamba, en Bolivie, entre les mois de janvier et d'avril 2000, marquent un moment décisif de transition dans l'histoire de l'eau. Des femmes et des hommes des quartiers populaires, des femmes paysannes et indigènes se sont mobilisées contre la privatisation des services, menés en collaboration avec l'entreprise américaine Bechtel, responsable d'une augmentation de 50 % des prix. L'épisode connu comme « la guerre de l'eau » n'a pas seulement révélé la perversité de la privatisation de la distribution de l'eau mais a aussi mis en exergue les multitudes de possibilités offertes par la révolte populaire. La victoire pour mettre fin à la privatisation a aussi alimenté la lutte contre la Zone de libre échange des Amériques, annulée en 2005, et le changement de gouvernement avec l'élection d'Evo Morales la même année. La Bolivie considère les droits de la nature et de l'eau dans sa Constitution adoptée en 2009, et a demandé aux Nations unies la reconnaissance du droit d'accès à une eau de qualité comme un droit humain, finalement accepté par son Assemblée Générale en 2010.

En 2008, la coalition contre la privatisation de l'eau d'Afrique du Sud a obtenu gain de cause pour une demande octroyant aux familles de Soweto le droit d'obtenir deux fois plus d'eau du robinet. En 2010, le réseau d'eau parisien redevient public. L'Union européenne commence à renforcer ses expériences d'association publique-publique dans l'amélioration des services d'approvisionnement en eau. L'Afrique du Sud, l'Équateur et l'Uruguay ont aussi prévu d'intégrer l'eau comme droit humain à leur Constitution. [5]

Alors même que la lutte en faveur de services publics garantissant l'accès à une eau de qualité se poursuit, les luttes contre les autres formes d'accaparement de l'eau se répandent aussi. Aux États-Unis, des communautés en Californie, dans le Maine et le Michigan ont gagné contre les traités de favoritisme permettant à Nestlé de pomper les eaux des fleuves, des lacs et des aquifères pour la vente d'eau en bouteille. En 2005, les communautés et le gouvernement local de Kerala, en Inde, ont réussi à forcer la fermeture d'une usine Coca-Cola hautement polluante et consommatrice d'eau [6]. Cette victoire est particulièrement symbolique puisque Coca-Cola est connu pour exploiter des projets soi-disant sociaux servant ses propres intérêts. Suivant une pratique de « gender washing » (laverie de genre), Coca-Cola a entamé une collaboration avec ONU Femmes en 2011 en faveur de l'émancipation économique des femmes dans les petites entreprises, comme celles spécialisées dans le recyclage.

Dans la vallée de la Narmada en Inde, sur les terres Mayas, à Lenca en Honduras, dans la vallée de l'Omo en Éthiopie, et dans tant d'autres territoires, des communautés ne cessent de résister à la création de multinationales et de plantes hydrauliques qui inondent des terres, déplacent des populations et limitent l'utilisation des fleuves qui représentaient la base de leur survie et culture.

En 2006, les femmes de la Vía Campesina ont mené une action sur les sites de l'entreprise de

papeterie Aracruz contre la monoculture d'eucalyptus. La fermeté de leur action a mis en exergue la désertification causée par les plantations extensives et la consommation intensive d'eau et sa pollution par des pesticides ou par l'élevage intensif de porcs ou de poulets. Lorsqu'un pays exporte de la pâte de cellulose ou du soja, il exporte également de grandes quantités d'eau utilisées lors de leur production.

La Grande Marche pour l'eau et la vie, en février 2012 au Pérou, attire l'attention sur l'utilisation intensive de l'eau et sa pollution par les entreprises minières. Elle dénonce les dommages causés par les entreprises existantes, vise à résister à la mise en place du projet Minas Conga, demande l'interdiction d'exploitations minières au niveau des sources et des zones glacières, et du moratoire sur les concessions minières. Les prospections de gisements d'or à l'air libre au cyanure utilisent des millions de litres d'eau potable de façon quotidienne. La dénonciation du peuple péruvien s'ajoute à la résistance de communautés affectées par les industries minières dans diverses parties du monde, comme au Guatemala, en Roumanie, au Mozambique et dans tant d'autres endroits.

### **Les femmes dans la gestion de l'eau et dans la lutte contre la privatisation**

Dans les zones rurales, surtout dans les pays du sud, les femmes s'occupent d'aller chercher l'eau nécessaire pour le ménage et, dans la mesure où elles s'assurent que l'approvisionnement est suffisant et où elles s'occupent de la stocker de manière adéquate dans la maison, elles sont de facto celles qui gèrent l'eau au sein du ménage. Les petites filles sont régulièrement privées d'éducation car leurs mères ont besoin d'elles pour aller chercher l'eau pendant la journée. Les femmes, surtout les femmes rurales, n'ont plus accès à l'eau potable quand elle est industrialisée et mise en bouteille pour être commercialisée. Également par ce que les structures chargées de traiter l'eau ne font pas proprement son travail.

Les femmes jouent souvent un rôle également au niveau de la communauté, parfois jusqu'à prendre en charge la construction et la maintenance des installations d'accès à l'eau. Elles sont généralement responsables de l'entretien des latrines. Elles assistent également les enfants, les personnes âgées ou les malades dans leurs besoins sanitaires et d'hygiène. Elles se soucient de la sécurité (principalement pour les enfants) et de l'intimité : les femmes voulaient avant tout être sûres que leurs enfants ne tomberaient pas dans les fosses, et elles voulaient des portes avec cadenas pour se protéger des regards des passants. En outre, dans certains pays, l'absence de toilettes proches de leur domicile fait courir de grands risques aux femmes qui peuvent être victimes d'actes de violence, notamment de viols, plus particulièrement lorsque la nuit est tombée.

Dans les villes du monde entier, les femmes gèrent l'utilisation de l'eau pour la famille. L'accès limité à cause des prix élevés ou du rationnement signifient que ce sont elles qui gèrent la pénurie et qui pensent à garder de l'eau dans les réservoirs. À Barcelone, pendant la sécheresse de 2008, la communauté s'est opposée à des projets d'envergure comme le détournement du cours de l'Ebro, et ont réfléchi sur de nouvelles façons de consommer moins d'eau. Les femmes, ont d'autant plus à assumer les coûts induits par l'imposition de règles encore plus strictes dans leur vie quotidienne, surtout pour leurs enfants, comme par exemple des bains moins longs.

Les femmes et les hommes du monde entier n'ont cessé de résister au fait que l'eau et la nature ne soient considérés comme des ressources au service lucratif des entreprises, vus comme inépuisables ou comme simple marchandise dont le prix augmente à mesure qu'elles se raréfient pour cause de mauvaise utilisation. Les femmes sont en particulier très actives dans ses luttes. L'expérience d'invisibilité et de dévalorisation de leur travail de soin des personnes est très similaire à l'invisibilité et à la dévalorisation de la nature. Le temps et l'énergie des femmes dépensés à prendre soin des personnes, à préparer à manger, l'affection donnée, le travail d'écoute ne sont pas visibles et sont inépuisables. Les femmes sont les premières à se lever et les dernières à se coucher

dans la plupart des familles. Le temps et l'énergie des processus de régénération de la nature sont invisibles et traités comme des obstacles à surmonter pour que la machine de consommation continue de tourner à plein régime. Les femmes sont constamment pressionnées pour faire aller ensemble des logiques et des temps opposés, ceux de la vie et du profit, assumant ainsi les tensions qui en découlent. Leur travail est instrumentalisé pour égayer ou occulter les injustices promues par les institutions multilatérales, les gouvernements et les entreprises. Si les femmes parcourent de plus longues distances pour trouver de l'eau ou attendent des heures dans la file pour le camion citerne, tout cela n'est pas considéré comme un problème puisque les agents le justifient comme partie intégrante de leur rôle de mère.

La société capitaliste et patriarcale est structurée selon une division sexuelle du travail qui sépare le travail des hommes et celui des femmes, et préconise que le travail des hommes a plus de valeur que celui des femmes. Le travail des hommes est associé à la production (se qui se vend sur le marché) alors que celui des femmes est associé à la reproduction (la production d'êtres humains et des relations entre eux). Les représentations de ce qui est masculin et féminin sont duelles et hiérarchisées, tout comme l'association entre hommes et culture et femmes et nature.

La Marche Mondiale des Femmes lutte pour dépasser la division sexuel du travail tout en promouvant le fait que le travail reproductif est la base de la vie humaine et des relations entre les personnes au sein de leur famille et dans la société. Nous pensons qu'il est possible d'établir (et dans certains cas de rétablir) une relation dynamique et harmonieuse entre les personnes et la nature, et que les femmes, dotées de leur très longue expérience, ont beaucoup à nous apprendre sur le sujet et doivent impérativement être impliquées dans les processus de décisions et de gestion de l'eau.

Notre défi consiste à fédérer les combats menés par les femmes des milieux ruraux et urbains pour les biens communs et les services publics, comme la protection de la nature et contre la privatisation de la vie. Notre but est de renforcer les liens entre les femmes, favoriser la prise de conscience des problèmes communs et particuliers à chaque milieu et lutter pour des changements des modèles de consommation et de production [7].

## **Texte de débat de la Marche Mondiale des Femmes**

---

### **P.-S.**

\* <http://www.marchemondiale.org/themes/biencommun/agua2012/fr>

---

### **Notes**

[1] <http://www.partenariat-francais-eau.fr/spip.php?article620>

[2] [http://www.fao.org/nr/water/aquastat/water\\_use/indexfra.stm](http://www.fao.org/nr/water/aquastat/water_use/indexfra.stm)

[3] [http://www.cetim.ch/fr/interventions\\_details.php?iid=185](http://www.cetim.ch/fr/interventions_details.php?iid=185)

[4] Trottier, Julie, « Water Crises : political construction or physical reality ? », Contemporary Politics, Vol. 14, n°2, June 2008, pp.197-214.

[5] Bell, Beverly et Colectivo Other Worlds : ¿Quién dice que no podemos cambiar el mundo ? Economías y Sociedades Justas en un Planeta Injusto. Other Worlds, EEUU y Otros Mundos, Chiapas, México, Noviembre 2009, pp. 14-17.

[6] Ibidem

[7] Marche Mondiale des Femmes - Champ d'action « Biens communs et services publiques ». [http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/biencomun/fr?set\\_language=fr&cl=fr](http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/biencomun/fr?set_language=fr&cl=fr) consulté en Février 2012.